



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/CTNC/5
18 mai 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion de hauts fonctionnaires
gouvernementaux sur les besoins en
matière de coopération technique en
ce qui concerne les questions relatives
aux sociétés transnationales en Afrique

Addis-Abeba (Ethiopie)
22-24 septembre 1980

RAPPORT DE LA PREMIERE REUNION DE HAUTS FONCTIONNAIRES GOUVERNEMENTAUX
SUR LES BESOINS EN MATIERE DE COOPERATION TECHNIQUE
EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS RELATIVES
AUX SOCIETES TRANSNATIONALES

Organisation et participation

1. La première réunion de hauts fonctionnaires gouvernementaux sur les besoins en matière de coopération technique en ce qui concerne les questions relatives aux sociétés transnationales (STN) s'est tenue au siège de la CEA, à Addis-Abeba, du 22 au 24 septembre 1980. Elle était organisée conjointement par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Groupe mixte CEA/CSTN des sociétés transnationales.
2. La réunion a été ouverte par le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, M. Marc Manirakiza. M. Gustave Feissel, adjoint du Directeur chargé du bureau du Directeur exécutif et de la Section des services consultatifs a également fait une déclaration.
3. Le représentant de l'Ouganda a été élu Président et le chef de la délégation éthiopienne Vice-Président.
4. Des représentants des pays ci-après ont participé à la réunion : Angola, Burundi, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Maurice, Ouganda, Rwanda et Zaïre.

Objet de la réunion

5. La réunion avait essentiellement pour objet de donner l'occasion aux représentants des gouvernements de conseiller le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Groupe mixte de la CEA, afin de leur permettre de mettre au point un programme de formation destiné à renforcer la capacité de négociation des pays africains hôtes avec les STN. La réunion a également permis aux pays membres de procéder à un échange de vues franc et positif sur les problèmes auxquels les gouvernements hôtes ont à faire face dans leurs rapports avec les STN.
6. Lors de la réunion, les discussions ont porté sur un certain nombre de questions, notamment :
 - Les principaux problèmes que pose le développement de l'Afrique et les STN,
 - les mesures à prendre aux niveaux national et international en vue de renforcer les moyens dont disposent les gouvernements pour traiter avec les sociétés transnationales,

- Le rôle du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Groupe mixte CSTN/ECA pour ce qui est d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements en vue de renforcer les moyens dont ils disposent pour traiter avec les STN,
- L'importance qu'il y a à améliorer les renseignements disponibles sur les STN,
- La question de la création de services nationaux chargés de coordonner les politiques gouvernementales en ce qui concerne les sociétés transnationales dans les différents pays africains hôtes.

7. Le secrétariat de la réunion, qui se composait de fonctionnaires du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et du Groupe mixte, a présenté de façon détaillée les questions susmentionnées.

Questions de fond

8. Après un long débat, les participants ont convenu qu'il était nécessaire de développer d'urgence les compétences et les moyens dont disposent les pays africains pour suivre et évaluer, de façon permanente, les incidences des activités des STN sur le processus de développement socio-économique de l'Afrique.

9. Les participants ont convenu que l'organisation de groupes de travail nationaux et sous-régionaux pouvait être extrêmement efficace et que les groupes de travail nationaux pouvaient être organisés directement dans le cadre des services consultatifs techniques en matière de négociations fournis par l'intermédiaire du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.

10. Afin d'assurer au maximum l'efficacité des groupes de travail, les participants ont recommandé que ces groupes devraient s'adresser non seulement aux fonctionnaires gouvernementaux, mais aussi aux employés des sociétés publiques et privées ainsi qu'aux représentants de groupes professionnels concernés par les négociations.

11. Les participants ont également examiné l'importance qu'il y avait à améliorer les renseignements disponibles sur les sociétés transnationales et ont recommandé que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Groupe mixte redoublent d'efforts dans l'important domaine de la collecte et de la diffusion de renseignements pertinents et à jour en vue d'aider les pays en développement hôtes dans leurs rapports avec les sociétés transnationales.

12. Les participants ont eu l'occasion de passer en revue la portée et le contenu du programme de coopération technique, le système d'information exhaustif et les activités de recherche du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.
13. Les participants ont également examiné de façon approfondie la question de la création des services nationaux chargés de coordonner les politiques gouvernementales relatives aux sociétés transnationales dans les différents pays africains hôtes. Un certain nombre de participants ont déclaré qu'ils souhaitaient demander au Centre et au Groupe mixte de les aider à créer un tel service dans leur pays.
14. Enfin, les participants ont insisté pour que les activités de la CEA dans cet important domaine soient intensifiées et que le Groupe mixte soit renforcé pour lui permettre de s'acquitter des tâches qui lui avaient été confiées.

Recommandations de la réunion

15. Les participants à la réunion ont recommandé que des stages de formation soient consacrés aux secteurs et problèmes ci-après pendant toute la durée de la décennie :
- les industries extractives, y compris les minéraux et le pétrole,
 - la fixation de prix de transfert et les problèmes de balance des paiements,
 - les techniques de négociation,
 - les questions liées à l'acquisition de technologie,
 - les questions liées aux accords de co-entreprise,
 - les mesures qui peuvent être entreprises par les gouvernements pour réglementer, promouvoir, contrôler et suivre les activités des STN,
 - les activités de coopération régionale et sous-régionale susceptibles de renforcer la position de différents pays dans leurs rapports avec les STN.